

Novembre 2020

Soutenir le développement à long terme en situation de crise au nexus

Résumé

Résumé

Le présent rapport sur le Cameroun complète une étude sur plusieurs pays¹ qui examine l'approche adoptée par les acteurs du développement pour répondre aux besoins des populations, gérer les risques et réduire les vulnérabilités dans une perspective de long terme, ainsi que pour appuyer la mise en œuvre des opérations à mener par une approche « nexus » pour renforcer la cohérence entre l'action humanitaire, le développement et la paix². Cette démarche s'avère pertinente dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, qui comprend à la fois des opérations d'urgence pour sauver des vies et des actions de soutien à plus long terme pour renforcer les systèmes de santé, faire face aux répercussions socioéconomiques et consolider la paix³.

La situation au Cameroun présente un intérêt à plusieurs égards pour éclairer les politiques et les pratiques au niveau mondial. Ce pays, qui était stable, s'est retrouvé plongé ces cinq dernières années dans trois crises qu'il affronte parallèlement, ce qui offre la possibilité aux acteurs du développement de tirer des enseignements sur l'adaptation aux crises dont l'intensité s'accroît. Le Cameroun a déjà figuré dans une étude du Comité permanent interorganisations portant sur le financement du nexus entre action humanitaire, développement et recherche de la paix⁴, et il est possible de s'appuyer sur les conclusions auxquelles elle parvient pour dégager des perspectives. Ce pays est prioritaire pour le Comité directeur conjoint des Nations Unies chargé de promouvoir la collaboration entre les secteurs de l'humanitaire et du développement et pour l'Initiative pour l'action humanitaire, le développement et la paix, une action conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale lancée à l'occasion du Sommet mondial sur l'action humanitaire en 2016.

La présente étude s'inscrit dans le cadre du programme de travail de Development Initiatives sur l'articulation entre l'action humanitaire, le développement et la paix, ainsi que dans le droit fil des objectifs du groupe de résultats 5 sur le financement du Comité permanent interorganisations. Elle s'appuie sur des travaux de recherche de 2019 menés sur les approches des donateurs à l'égard de ce nexus⁵ et sur les travaux du Comité permanent interorganisations afférents à son financement⁶, qui ont montré qu'il manquait des éléments pour comprendre comment les acteurs du développement répondaient aux besoins de développement à long terme des populations vulnérables et aux causes structurelles des crises. À l'issue de cette étude, qui s'intéresse également à la situation au Bangladesh et en Somalie, une synthèse sera élaborée pour mettre en avant les principales conclusions et les leçons tirées de ces pays ainsi que les recommandations pour les acteurs du développement engagés dans ces situations de crise.

Trois crises distinctes survenant après une période de stabilité

Jusqu'en 2014, la situation au Cameroun était stable par rapport à celle des pays voisins, mais actuellement, le pays est en proie à trois crises qui frappent huit de ses dix régions. Deux conflits en cours ont contraint les acteurs du développement à remettre en question

leur relation avec le gouvernement : une crise sociopolitique (dans la région anglophone) à l'ouest du pays et une crise internationale dans le bassin du lac Tchad au nord où un mouvement d'insurrection a été lancé par Boko Haram. Dans l'est du Cameroun, les déplacements continus provoquent une crise qui frappe les communautés d'accueil et les réfugiés provenant de République centrafricaine. La sécurité alimentaire s'est dégradée dans le pays, en particulier dans les régions frappées par la crise sociopolitique et la crise autour du bassin du lac Tchad. Selon le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, 1,4 million de personnes étaient en phase 3 ou en phase supérieure d'insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2019⁷. Chaque crise présente des défis à relever et des occasions à saisir qui leur sont propres si l'on s'intéresse aux collaborations autour des opérations visant à répondre aux besoins des populations vulnérables.

Au Cameroun, les acteurs du développement interviennent de manière innovante en ciblant les populations touchées par ces crises et coopèrent avec les acteurs de l'humanitaire et de la paix. On observe une transition entre l'action humanitaire et les approches de développement pour faire face aux déplacements forcés dans le nord et l'est du Cameroun, et les donateurs soutiennent une programmation simultanée de l'assistance humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix qui inclut des mesures de lutte contre la Covid-19 à l'échelle locale. Les acteurs du développement occupent un rôle essentiel dans le financement des programmes de protection sociale et d'infrastructure à grande échelle, en conformité avec les stratégies gouvernementales et les réformes qui les accompagnent, et ils restent mieux placés que les autres acteurs dans ce domaine. Les efforts qui ont été intensifiés pour intégrer systématiquement la résilience, la gestion des risques et la consolidation de la paix ainsi que la coordination avec les autres acteurs pour remédier aux vulnérabilités dans le pays comblent les lacunes entre l'assistance humanitaire et l'appui à long terme et contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Recommandations spécifiques au Cameroun

Stratégie et partenariats

Soutenir et renforcer collectivement la capacité du gouvernement à mettre en œuvre ses réformes pour mieux cibler les populations vulnérables

En raison de l'aggravation de la crise qui prévaut dans les régions anglophones de l'ouest du pays et de celle que doivent affronter les régions du nord du pays, marginalisées par son impact, les donateurs ont été contraints de revoir leurs relations avec le gouvernement camerounais. Cependant, la plupart d'entre eux continuent de fournir leur aide par l'intermédiaire du gouvernement central. Comme le seul respect des priorités actuelles de ces autorités ne permettra pas de répondre aux besoins des populations vulnérables, les acteurs du développement doivent encourager davantage les réformes structurelles et politiques qui permettront de répondre aux crises frappant ce pays. Ils doivent tenir compte des questions délicates sur le plan politique en dialoguant avec les autorités centrales et convenir de positions communes sur les principales problématiques, dont un grand nombre sont essentielles à la réalisation des ODD, telles que l'affectation de ressources nationales aux régions touchées par ces crises et

l'accroissement des dépenses publiques dans le secteur des services sociaux. Ces approches sont particulièrement importantes compte tenu de la consultation limitée sur la nouvelle stratégie nationale en matière de développement ainsi que du soutien budgétaire en cours, qui pourraient servir de base au dialogue. Les acteurs du développement devraient convenir de positions communes sur les principales réformes structurelles et politiques ainsi que sur les lignes rouges sur les violations des droits de l'homme.

Dans les régions anglophones qui sont touchées par la crise, les principaux partenaires du développement dans ce pays ainsi que leurs représentants politiques et diplomatiques respectifs devraient intensifier leur collaboration avec le gouvernement pour contribuer à une résolution politique du conflit. De plus, les partenaires du développement devraient continuer de chercher des moyens de maintenir leur action dans les régions anglophones, y compris en parvenant à aider le gouvernement à mettre en œuvre des réformes désamorçant le conflit et en continuant de soutenir les services et les moyens d'existence locaux. Ils doivent cependant également revoir leurs partenariats et leurs approches pour tenir compte de ce conflit ainsi que l'intégralité des risques pour les politiques, le conflit et les droits de l'homme. Si la collaboration continue de se limiter à un soutien au gouvernement, les conflits risquent de s'aggraver et les acteurs risquent de politiser leur action, à moins que des négociations appropriées soient menées avec toutes les parties au conflit et inscrites dans un cadre politique propice à la paix fixé d'un commun accord avec les partenaires internationaux.

Coordination, définition des priorités et planification

Consolider les outils et les mécanismes de coordination entre les acteurs se trouvant à l'interface entre assistance humanitaire, développement et paix à l'échelle du pays, en remportant l'adhésion des différents paliers de gouvernement et en bénéficiant de leur leadership et leur encadrement

Le groupe de travail des Nations Unies chargé de l'articulation entre assistance humanitaire, développement et recherche de la paix (appelé « Taskforce Nexus HDP ») offre la possibilité de consolider une analyse commune et une programmation complémentaire, et d'encourager les partenaires de l'assistance humanitaire et du développement à examiner régulièrement les priorités stratégiques. L'approche collective sur le plan des résultats, qui est préconisée par le groupe de travail de l'ONU, a joué un rôle central dans le rassemblement des acteurs se trouvant à l'interface entre assistance humanitaire, développement et paix et l'établissement des ambitions communes et l'engagement d'actions en ce sens. Cependant, l'ONU est un acteur relativement mineur au Cameroun. Par conséquent, il est essentiel que son groupe de travail, qui est dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), apporte un soutien pour faire perdurer et approfondir la mobilisation et le leadership des principaux partenaires du développement, tels que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, à l'échelle des hauts responsables. Le leadership interministériel et la mobilisation des pouvoirs publics à l'échelle infranationale, par exemple dans le cadre de mécanismes de coordination locaux et régionaux, seront également essentiels pour l'obtention de résultats. Si l'action est essentiellement limitée à des collaborations avec

des ministères individuels, cela ne permettra pas nécessairement de remporter l'adhésion requise des paliers de gouvernement pour engager une riposte multisectorielle dans les régions en crise. Les acteurs internationaux doivent encourager la mobilisation de tous les ministères concernés dans le cadre du groupe de travail et examiner les moyens de consolider la coordination à l'échelle infranationale.

Programmation et financement

Favoriser l'orientation de l'aide publique au développement en faveur des régions en crise et inciter ainsi les autorités à y investir

Au Cameroun, la marginalisation des régions en crise perdure en raison du faible niveau d'investissement du gouvernement en leur faveur, un phénomène qui est renforcé par l'orientation de l'aide publique au développement (APD) qui favorise les programmes centralisés. Le gouvernement camerounais dispose de systèmes de gestion budgétaire extrêmement centralisés, ce qui peut cristalliser les griefs à l'origine des conflits et accroître les disparités des niveaux de pauvreté et de protection sociale entre les régions du centre et les régions en crise. En 2019, selon les données disponibles, 79,1 % de l'APD ont été ciblés sur la région du centre du pays, sachant que le montant concerné inclurait le financement de programmes nationaux mis en œuvre en dehors de cette région. En comparaison, seule une proportion très faible de l'APD aurait été ciblée vers le nord-ouest (1,2 %), le sud-ouest (1,8 %) et le nord (1,1 %). Une proportion un peu plus élevée a été allouée à la région de l'Extrême-Nord (5,1 %), ce qui pourrait être lié à la hausse des financements engagés depuis 2017 pour faire face à la crise régionale dans le bassin du lac Tchad. En application de la recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix et pour remédier aux inégalités de développement de longue date qui sont une cause majeure de conflits, les partenaires du développement devraient faire en sorte qu'une proportion plus importante de l'APD cible les régions en crise et utiliser leurs moyens d'action pour engager une transition vers un cofinancement du gouvernement. Cela nécessite également que des progrès soient accomplis en faveur du programme de décentralisation du pays et que les capacités techniques des gouvernements locaux soient renforcées.

Les acteurs internationaux ont dans une certaine mesure réussi à encourager des réformes gouvernementales sur les questions centrales ayant des répercussions sur la vie des populations vulnérables. Cela est notamment le cas de la Banque mondiale et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui ont soutenu un changement de paradigme en faveur de solutions à long terme pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Ces résultats pourraient être consolidés concernant d'autres questions, telles que la marginalisation socioéconomique des régions septentrionales, les déplacements internes prolongés, la décentralisation et l'adoption de la stratégie de relèvement et de consolidation de la paix des régions du Nord et de l'Est du Cameroun pour la période 2018-2022.

Les partenaires du développement financent souvent des interventions face aux crises frappant le Cameroun dans le cadre de programmes et de fonds multilatéraux et

régionaux ciblés sur ces crises. Bien que ces actions comblent l'appui insuffisant au développement qui est apporté aux activités de relèvement et de résilience, cela présente des risques. En effet, il est possible que l'appui sous la forme de mécanismes de financement pour faire face aux crises soit moins durable et pas adapté aux besoins locaux ; de même, les projets distincts qui sont axés sur une crise pourraient limiter les possibilités de promotion des stratégies nationales de développement qui profitent aux populations touchées et qui accordent une place centrale à la résilience, à la consolidation de la paix, à la gestion des risques et au relèvement. Cependant, comme il faut du temps pour appliquer les réformes de manière systématique et comme il est difficile de surmonter les obstacles politiques, les acteurs du développement devraient faire en sorte que leur financement au titre de mécanismes axés sur une crise vienne compléter et renforcer leurs stratégies nationales en matière d'assistance ainsi que leurs efforts de promotion des réformes nationales sur les politiques. Bien qu'ils y parviennent dans certains cas, il n'est pas clairement établi dans d'autres cas que leurs fonds dont la gestion est assurée par le pouvoir central soient utilisés de manière complémentaire. Il serait dès lors possible d'améliorer la situation en décentralisant les prises de décisions à l'échelle du pays ou de la région.

Les modalités actuelles de financement, y compris la séparation des budgets pour l'assistance humanitaire et le développement, posent encore d'autres difficultés qui ne facilitent pas la collaboration entre les acteurs se trouvant à l'interface entre assistance humanitaire, développement et recherche de la paix ni la coordination entre les partenaires du développement. Pour les surmonter, ceux-ci pourraient envisager l'utilisation d'un fonds commun pour améliorer la coopération politique et la coordination opérationnelle et combler les déficits actuels de financement de programmes à mi-chemin entre action humanitaire et développement. Ce mécanisme pourrait alors apporter de la flexibilité aux interventions intégrant les approches de l'assistance humanitaire, du développement et de la paix (par exemple dans les domaines du relèvement, de la résilience, de la consolidation de la paix, de la protection sociale, etc.) ou favoriser la collaboration entre les partenaires de ces secteurs. Pour qu'il donne des résultats, ce fonds devrait être souple, inclusif et stratégique sur le plan de sa conception, afin que des décisions puissent être prises au niveau du pays et que l'aide soit apportée en priorité aux réformes gouvernementales visant à mieux soutenir les régions en proie aux crises.

Recommandations pour le Cameroun présentant un intérêt pour le reste du monde

Stratégie et partenariats

Consolider les financements en faveur d'une plus grande diversité d'acteurs, au-delà du gouvernement central, pour réussir à cibler directement les populations vulnérables

Les acteurs du développement devraient continuer de collaborer avec le gouvernement central pour soutenir les réformes visant à aider les populations vulnérables et à promouvoir le développement à long terme dans les régions touchées par les crises, bien que ces réformes aient une portée à long terme et que la volonté politique du gouvernement reste imprécise. Les pouvoirs publics locaux au Cameroun, en particulier

ceux se trouvant dans les régions en crise qui sont marginalisées, sont insuffisamment financés pour mener leurs activités de manière efficace et ont peu de pouvoir en raison du système de gouvernance centralisée qui est instauré depuis longtemps. De plus, les organisations non gouvernementales (ONG) locales et nationales sont sous-financées. Il serait utile d'apporter un appui financier et technique aux ONG locales et aux pouvoirs publics locaux pour remédier provisoirement aux déficits de service dans les régions en crise et promouvoir la décentralisation. Cependant, pour y parvenir, les partenaires du développement doivent investir dans le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des ONG locales et des pouvoirs publics locaux et surmonter des obstacles liés aux exigences en matière de gestion des risques, de diligence raisonnable et de production de rapports. Une solution pourrait être d'élargir l'accès aux mécanismes de financement exceptionnel aux ONG locales et de veiller à leur participation dans le cadre d'alliances d'ONG. Il est plus particulièrement important de renforcer les capacités des ONG et des autorités nationales et locales dans le contexte de la riposte contre la Covid-19, où les acteurs locaux sont présents et capables de répondre rapidement aux besoins sur le terrain.

Coordination, définition des priorités et planification

En situation de crise, il est essentiel de procéder régulièrement à des analyses du contexte et de passer en revue les stratégies de développement et d'amorcer une transition vers des approches souples et complémentaires dans le cadre des programmes

Conformément à leurs engagements dans l'adéquation de leur action avec les priorités du gouvernement, les acteurs du développement au Cameroun fournissent en règle générale leur aide dans des cadres de partenariat stratégique à long terme qui sont habituellement renouvelés tous les quatre à six ans. Si les acteurs du développement procèdent souvent à une évaluation initiale du contexte, elles ne les mettent pas à jour ou ne les utilisent pas régulièrement pour adapter les priorités stratégiques aux différents stades du cycle de planification face aux évolutions des situations. Certains acteurs du développement, tels que la Banque mondiale, adoptent des approches flexibles au Cameroun face aux difficultés pratiques et opérationnelles qu'ils rencontrent dans les zones en proie à une insécurité, en particulier dans le nord, et d'autres (par exemple les organismes des Nations Unies) commencent à planifier en intégrant plusieurs scénarios. Bien qu'une programmation conjointe ne soit pas toujours appropriée et qu'il soit nécessaire d'opérer à un certain degré de distinction (par exemple pour protéger les principes humanitaires), il convient de parvenir au minimum à une complémentarité dans les programmes d'action en faveur de l'assistance humanitaire, du développement et de la paix, notamment lorsque les mêmes communautés sont ciblées.

Décentralisation de la prise de décisions pour renforcer la flexibilité des équipes de pays

Les structures décisionnelles de la plupart des organismes de développement et des donateurs qui apportent une assistance au Cameroun (et ailleurs de manière générale) sont centralisées, et les principales décisions relatives aux priorités en matière de programmation et aux financements sont prises au niveau de leur siège. Cette situation peut nuire à la coordination au niveau du pays et entraver la capacité des équipes de

pays à prendre des décisions en temps voulu pour faire face aux crises. Le personnel du pays devrait piloter, en fonction de seuils définis, les prises de décisions sur l'affectation (ou la réaffectation) du budget, les partenariats et les évaluations. La riposte face à la Covid-19 au Cameroun montre qu'il est possible d'intervenir rapidement, y compris pour réaffecter les fonds, lorsque cette approche est soutenue par les plus hautes instances politiques dans les pays donateurs. Pour soutenir un système de décentralisation, les donateurs doivent s'assurer que le personnel dans le pays dispose d'une expertise et d'une orientation. Lorsque la décentralisation de la prise de décisions n'est pas possible, par exemple dans le cadre des mécanismes de financement mondiaux et régionaux, il convient de mettre en place une coordination structurée entre ces mécanismes et les équipes de pays pour veiller à ce que ces financements soient utilisés de manière coordonnée et complémentaire.

Programmation et financement

Intégrer les ambitions liées au nexus entre assistance humanitaire, développement et paix (résilience, réduction des risques, relèvement, recherche de la paix, etc.) dans la programmation et les stratégies de développement des autorités nationales et des donateurs

Les acteurs du développement peuvent contribuer à renforcer la résilience ainsi qu'à soutenir la prévention, l'action précoce et les approches participatives face aux crises, en particulier dans les contextes où l'assistance en faveur d'activités de résilience qui est fournie par des programmes humanitaires est à court terme. Différents programmes de développement sont axés sur la résilience au Cameroun. Cependant, pour intensifier et pérenniser les résultats, il est nécessaire d'intégrer systématiquement la résilience, le relèvement et le soutien en faveur des systèmes de protection sociale dans le cadre des politiques et des stratégies nationales du gouvernement et dans les stratégies d'assistance au pays suivies par les donateurs.

Intégrer la dimension de la paix dans la programmation pour le développement et parvenir à un consensus sur les principes de collaboration entre les acteurs se trouvant à l'interface entre l'assistance humanitaire, les activités de développement et les efforts de recherche de la paix dans les conflits en cours ou dans les autres contextes où la préservation de l'espace humanitaire est nécessaire

Plusieurs raisons expliquent les difficultés de collaboration entre les acteurs se trouvant à l'interface entre l'assistance humanitaire, les activités de développement et les efforts de recherche de la paix dans les régions où il existe un conflit armé en cours dans le nord (conflit lié à Boko Haram) et dans l'ouest (conflit lié au mouvement séparatiste anglophone). Dans ces deux contextes, les acteurs humanitaires ont fait part de préoccupations concernant la nécessité de préserver l'espace humanitaire, de maintenir une indépendance relative aux programmes politiques et de cibler les interventions sur les besoins. Bien qu'un certain degré de partage des informations et de coordination soit possible (par exemple pour négocier un accès), la marge de manœuvre permettant de mettre en place des interventions intégrées ou communes est limitée. Cependant, la collaboration entre les acteurs du développement et de la paix et de la sécurité est possible, et la programmation en matière de développement peut viser des objectifs

explicites sur le plan de la paix et de la sécurité. Les acteurs du développement sont engagés différemment dans l'instauration de la paix et la réduction des vulnérabilités, mais nombre d'entre eux sont résolus à poursuivre leur action pendant le conflit, à tenir compte du contexte politique dans leur action et à consolider la cohérence du soutien en faveur de la sécurité et du développement. Cela ressort clairement dans les programmes de stabilisation dans le nord du pays. Dans l'ouest, beaucoup d'acteurs du développement ont initialement suspendu leurs programmes en raison des risques liés au rôle actif du gouvernement dans le conflit ainsi que des risques en matière de sécurité. Certains ont toutefois commencé à remettre à plat leur mobilisation et leurs partenariats pour tenir compte de l'évolution de la situation sur le plan de la sécurité et des conflits.

Bien qu'une collaboration directe ne soit pas souhaitable dans tous les contextes, tous les acteurs du développement et de l'assistance humanitaire doivent adopter une approche sensible aux conflits dans leur soutien, celle-ci pouvant s'inscrire dans toute une série de comportements allant du simple refus de nuire jusqu'à la promotion active de la paix. Dans les contextes de déplacement, la plupart des acteurs reconnaissent généralement qu'il est important de promouvoir la cohésion sociale entre les communautés d'accueil et les réfugiés ou les personnes déplacées internes, mais nombre d'entre eux ne perçoivent pas clairement comment il est possible d'intégrer les dimensions relatives aux conflits et à la paix dans le cadre des hostilités en cours ou dans d'autres contextes humanitaires. Certains acteurs du développement ont mis du temps à reconnaître la fragilité de la situation au Cameroun ou à adapter leurs stratégies et leurs partenariats avec le gouvernement pour intégrer l'évolution de la situation en matière de conflit en tant que risques. Il a fallu qu'ils équilibrent leur volonté de maintenir une relation constructive avec le gouvernement en répondant à ses priorités, et la nécessité de soutenir des réformes structurelles pour aider de manière appropriée les régions touchées par les crises. Au minimum, les acteurs de l'assistance humanitaire et du développement doivent prendre des mesures visant à adopter une approche sensible aux conflits, y compris en investissant dans une expertise et des capacités d'analyse internes. De plus, cette intégration passe par l'adoption de processus de planification plus inclusifs, qui encouragent par exemple les consultations relatives au plan de développement national.

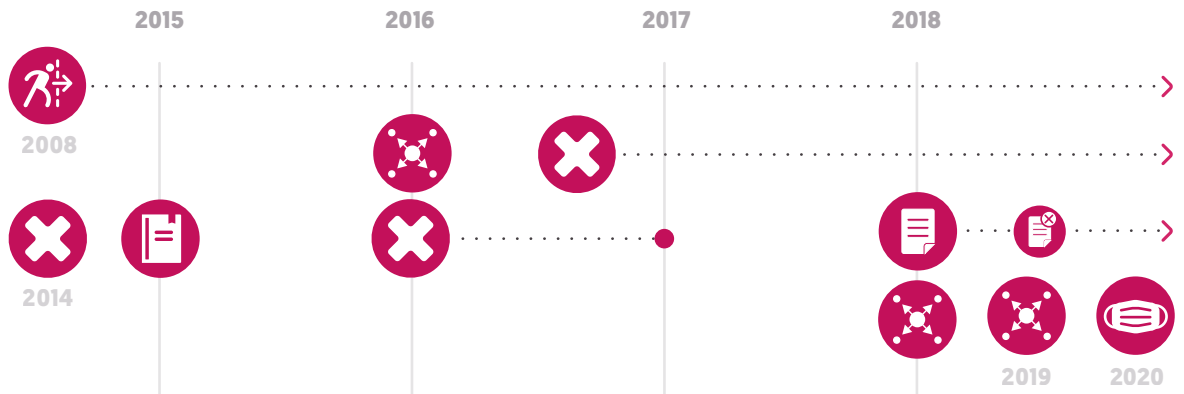
Instaurer des mécanismes de financement qui incitent les acteurs se trouvant à l'interface entre assistance humanitaire, développement et paix à mettre en œuvre leur action de manière coordonnée

Pour faire face aux changements de contexte opérationnel et répondre rapidement aux besoins, les programmes de développement au Cameroun doivent être suffisamment flexibles pour que les approches puissent être adaptées et que les financements puissent être réorientés, et ils doivent pouvoir bénéficier d'un accès aux fonds de réserve. Cependant, les acteurs du développement sont soumis à des cycles de programmation de longue durée, ainsi qu'à des cadres rigides qui sont préplanifiés sur le plan des programmes et des résultats. De plus, ils disposent de peu de flexibilité pour ajuster leurs programmes et leurs budgets. La stricte séparation entre les budgets de l'assistance humanitaire et du développement limite cette flexibilité et entrave les collaborations. Dans certains contextes, cette séparation est nécessaire pour préserver l'espace humanitaire

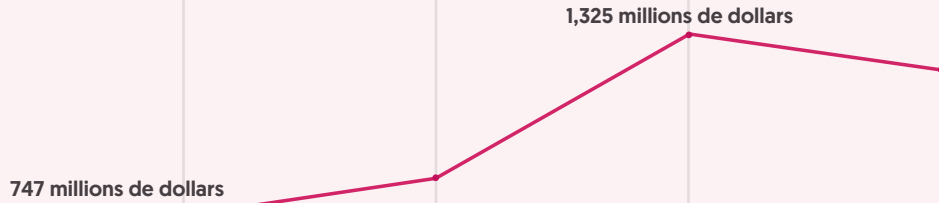
et garantir un ciblage fondé sur les besoins, alors que dans d'autres, les pays donateurs pourraient mieux aborder les problématiques à long terme et répondre aux besoins immédiats qui surgissent en réduisant la part des fonds affectés à des fins spécifiques, en apportant de la flexibilité aux processus métier pour accélérer la prise de décisions et, dans l'idéal, en diminuant la démarcation entre les flux de financement de l'assistance humanitaire et du développement. Les acteurs du développement, y compris la Banque mondiale, l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont élaboré des outils de financement novateurs qui gèrent les risques de manière proactive (notamment dans les zones où les catastrophes se succèdent), tels que des mécanismes de financement de réserve, des provisions pour imprévus et des « modificateurs de crise ». En tirant profit des enseignements, ces outils pourraient être plus largement utilisés et d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux pourraient élaborer des instruments de financement similaires pour faire face aux crises, y compris en apportant de la flexibilité aux fonds communs ou multipartenaires.

Dates clés

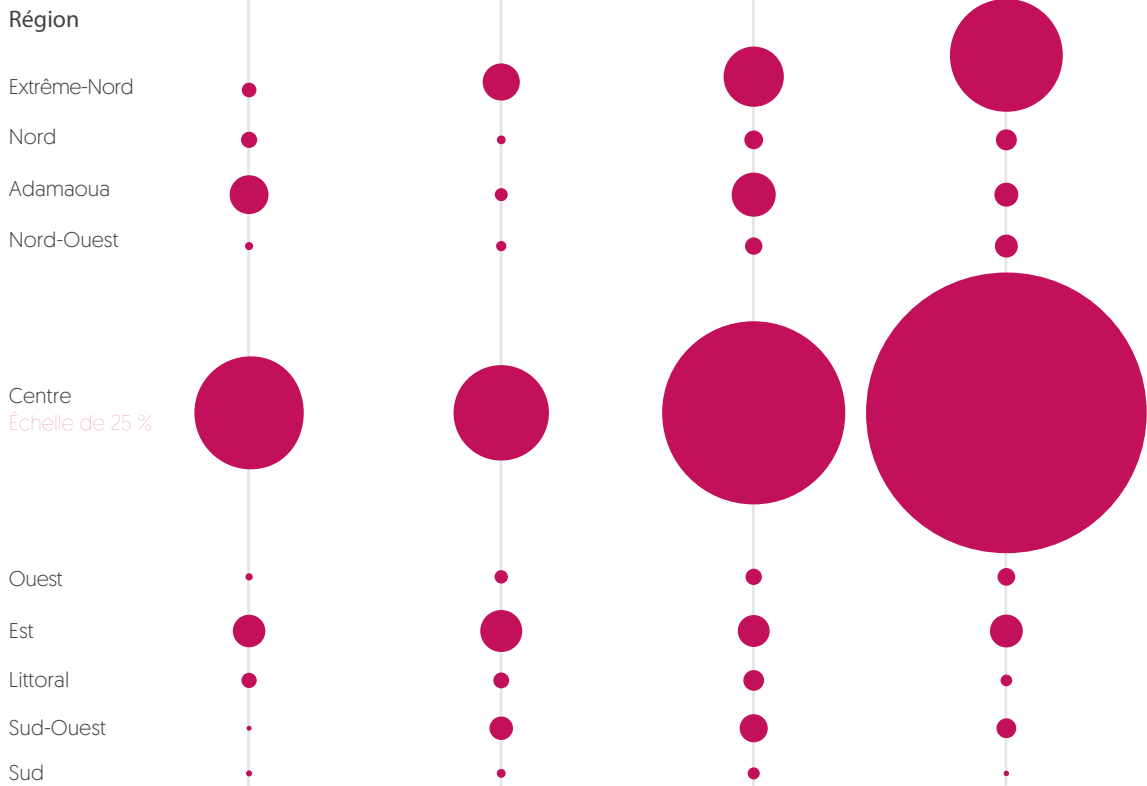
Voir les explications sur les pictogrammes pour plus de renseignements.



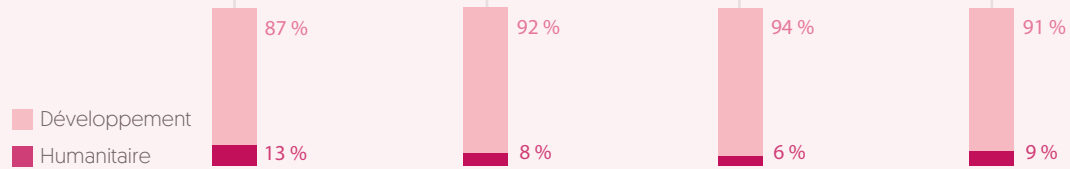
Total de l'APD, 2015-2018



Répartition régionale de l'APD



Proportion de l'APD



Conflits et manifestations

- 2014 : Implantation de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord entraînant des déplacements à long terme.
- 2016 : Manifestations résultant de tensions entre la communauté anglophone et le gouvernement francophone et dégénérant en conflit armé.
- Violences toujours en cours dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Décentralisation

- 2016 : Délégation des pleins pouvoirs aux conseils locaux leur conférant des fonctions prévues par la Constitution.
- 2018 : Création du Ministère de la décentralisation et du développement local pour moderniser les conseils locaux.
- 2019 : Adoption d'un projet de loi instaurant un code général des autorités locales et régionales.

Déplacements

- 2008 : Déplacement de populations en cours avec des réfugiés provenant de République centrafricaine dans les régions de l'Est et du Nigéria dans les régions septentrionales, et déplacement croissant à l'intérieur du pays d'une population importante dans la région de l'Extrême-Nord et dans les régions anglophones.

Vision 2035

- 2015 : Adoption de la Vision 2035 qui ambitionne de transformer le Cameroun en marché émergent d'ici à 2035.

Stratégie de relèvement et de consolidation de la paix

- 2018 : Stratégie conjointe entre le gouvernement et l'ONU en faveur du relèvement et de la consolidation de la paix pour les régions de l'Extrême-Nord et de l'Est du Cameroun. Ratification en attente du gouvernement.

Covid-19

- 2020 : Covid-19 et plan national de riposte à la Covid-19

Notes

¹ Development Initiatives coordonne, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Norwegian Refugee Council (NRC), une étude plus générale sur les actions qui sont menées dans le cadre de travaux du groupe de résultats 5 chargé du financement du Comité permanent interorganisations. Cette étude s'intéresse également à la situation au Bangladesh et en Somalie.

² Le terme « nexus » ou « triple nexus » est utilisé pour désigner le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, comme exposé dans la recommandation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. Disponible à l'adresse suivante : <https://legalinstruments.oecd.org/public/doc/643/643.fr.pdf>

³ Dalrymple S., « Looking at the coronavirus crisis through the nexus lens – what needs to be done ». Development Initiatives, blog, 8 avril 2020, <https://devinit.org/blog/looking-at-the-coronavirus-crisis-through-the-nexus-lens-what-needs-to-be-done/> (page consultée le 23 octobre 2020)

⁴ Comité permanent interorganisations, 2019. « Financing the nexus: Gaps and opportunities from a field perspective ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nrc.no/resources/reports/financing-the-nexus-gaps-and-opportunities-from-a-field-perspective>

⁵ Development Initiatives, 2019. « Donors at the triple nexus: lessons from the United Kingdom ». Disponible à l'adresse suivante : <https://devinit.org/resources/donors-triple-nexus-lessons-united-kingdom> Development Initiatives, 2019. « Donors at the triple nexus: Lessons from Sweden. » Disponible à l'adresse suivante : <https://devinit.org/resources/donors-triple-nexus-lessons-sweden/>

⁶ Comité permanent interorganisations, 2019. « Financing the nexus: Gaps and opportunities from a field perspective ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.nrc.no/resources/reports/financing-the-nexus-gaps-and-opportunities-from-a-field-perspective/>

⁷ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2020. « Global report on food crises ». Disponible à l'adresse suivante : https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC_2020_ONLINE_200420.pdf